

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DE LEGISLATION****A — N° 95****13 août 2001****Sommaire**

Loi du 17 juillet 2001 portant modification de la loi modifiée du 21 mars 1997 sur les télécommunications .....	page 1898
Règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 portant organisation et fonctionnement de la Commission de médiation dans le cadre de la loi sur le surendettement .....	1898
Règlement grand-ducal du 1 <sup>er</sup> août 2001 fixant pour 2001 le salaire annuel de l'ouvrier ou de l'ouvrière agricole ou viticole logé et nourri .....	1900
Règlements communaux .....	1900
Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883, telle que révisée à Stockholm le 14 juillet 1967 et modifiée le 28 septembre 1979 – Succession de la République fédérale de Yougoslavie .....	1903
Convention de Berne pour la protections des oeuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, révisée à Paris, le 24 juillet 1971 et modifiée le 28 septembre 1979 – Succession de la République fédérale de Yougoslavie .....	1903
Statut de la Conférence de La Haye de Droit International Privé, arrêté lors de la 7 <sup>e</sup> session de la Conférence le 31 octobre 1951 – Acceptation de la République fédérale de Yougoslavie ...	1903
Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques du 15 juin 1957, tel que révisé à Stockholm, le 14 juillet 1967 et à Genève le 13 mai 1977 et modifié le 28 septembre 1979 – Succession de la République fédérale de Yougoslavie .....	1903
Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, faite à New York, le 10 juin 1958 – Adhésion de l'Albanie .....	1903
Convention européenne sur l'arbitrage commercial international, faite à Genève, le 21 avril 1961 – Adhésion de l'Albanie .....	1904
Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, signée à Madrid, le 21 mai 1980 – Ratification de la Turquie – Protocole additionnel, signé à Strasbourg, le 9 novembre 1995 – Signature sans réserve de ratification de Moldova – Protocole n° 2 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale, fait à Strasbourg, le 5 mai 1998 – Signature sans réserve de ratification de Moldova .....	1904
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 10 décembre 1984 – Ratification du Nigéria .....	1904
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, conclue à Vienne, le 22 mars 1985 – Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, conclu à Montréal le 16 septembre 1987 – Adhésion du Cambodge .....	1904
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, conclue à Vienne, le 20 décembre 1988 – Adhésion de l'Albanie .....	1904
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, faite à Paris, le 17 juin 1994 – Adhésion de la Slovénie .....	1904

# **Loi du 17 juillet 2001 portant modification de la loi modifiée du 21 mars 1997 sur les télécommunications.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 14 juin 2001 et celle du Conseil d'Etat du 3 juillet 2001 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

## **Article unique**

La Section 3 du Titre IV - Accès aux réseaux et interconnexion de la loi modifiée du 21 mars 1997 sur les télécommunications est modifiée comme suit:

### *«Section 3 - Procédure de règlement des différends*

**Art. 27.** (1) L'Institut peut par décision administrative:

- a) fixer une procédure contraignante comprenant des échéances précises pour l'achèvement de toute négociation d'un accord d'accès au(x) réseau(x) en ce compris l'accès dégroupé à la boucle locale et/ou d'un accord d'interconnexion;
- b) fixer les conditions d'accès ou d'interconnexion y compris les conditions financières si aucun accord n'est conclu dans un délai imparti ou en cas d'échec de négociation;
- c) exiger une modification d'un accord existant y compris des conditions financières afférentes dans des cas exceptionnels justifiés pour des raisons de non-respect du droit de la concurrence, des exigences d'interopérabilité des services et/ou des obligations comptables imposées à une des parties. L'Institut peut fixer un délai pour les modifications exigées. Passé ce délai, les dispositions des points a) et b) du présent paragraphe sont susceptibles de trouver application.

(2) Les différends entre parties concernées relatifs aux points a), b) et c) peuvent être soumis à l'Institut à la demande d'une des parties. La partie concernée notifie sa demande écrite par envoi recommandé à l'Institut.

(3) Après avoir mis les parties en mesure de présenter leurs observations de manière contradictoire, l'Institut prend une décision dans un délai de trois mois à compter de la date de la réception de la demande visée au paragraphe (2).

**Art. 27bis.** Les opérateurs notifient, dans le mois de la mise en application, les accords d'interconnexion ou les modifications à des accords existants à l'Institut qui, sur demande, les met à disposition de parties intéressées, à l'exception des passages qui traitent de la stratégie commerciale des parties. L'Institut identifie les parties intéressées et détermine les passages traitant de la stratégie commerciale.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre délégué aux Communications,  
**François Biltgen**

Palais de Luxembourg, le 17 juillet 2001.  
**Henri**

Doc. parl. No 4755; sess. ord. 2000-2001; Dir. 97/33/CE, Règlement CE No 2887/2000.

## **Règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 portant organisation et fonctionnement de la Commission de médiation dans le cadre de la loi sur le surendettement.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement;

Vu l'avis de la Chambre des Employés Privés;

Vu l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics;

Vu l'avis de la Chambre du Travail;

Vu l'avis des organismes gestionnaires de services d'information et de conseil en matière de surendettement;

Vu l'article 2.1 de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

### **Titre 1. - Disposition générale**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Dans le cadre de la procédure du règlement conventionnel des dettes, il est créé auprès du Ministre ayant dans ses attributions la Famille, la Solidarité sociale et la Jeunesse, désigné dans le présent règlement par le terme «Ministre» une commission de médiation, désignée dans le présent règlement par le terme «Commission».